

**Eléments du contrat de travail**

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « salarié qualifié /entreprise innovante » « exercice d'une activité salariée »  
(Art. L.313-20 –1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile –CESEDA-)

**IMPORTANT** : Article L.8256-1 du code du travail : le fait de se rendre coupable de fraude ou fausse déclaration pour obtenir, faire obtenir ou tenter de faire obtenir à un étranger le titre mentionné à l'article L.8251-1 est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3000 €.

**Salarié**

Nom (s) de famille : Nom (s) de naissance :  
Prénom (s) : Sexe M  F  Nationalité :  
Né (e) le : *jj/mm/aaaa* à Pays :

Passeport : *Numéro* délivré le : *jj/mm/aaaa* expirant le : *jj/mm/aaaa* par :

document de séjour : *liste des titres de séjour* n° *0000000000*

**Salarié qualifié**

diplôme \* :  
délivré le : *jj/mm/aaaa* par  
\* Diplôme au moins équivalent au master ou un diplôme de niveau I, labellisé par la Conférence des grandes écoles (art [D-341-46-1](#) du CESEDA)

**Eléments du contrat de travail**

Emploi occupé : qualification \* :  
Temps complet  temps partiel  : *0000* heures et *00* centièmes / annuel  mensuel

**Contrat à durée indéterminée** : début prévisible le : *jj/mm/aaaa*

**Contrat à durée déterminée** : début prévisible le : *jj/mm/aaaa* durée prévue : *jj/mm/aa*

Salaire brut hors avantage en nature : *0000000,00* € /annuel  mensuel   
Avantages ; Logement : *0000,00* € / mois ; Autres : *0000,00* € / mois / nature :

\*Selon la convention collective applicable n° IDCC : *00000* intitulé :

Activité réglementée : *Intitulé* Formalité :  
auprès de : le : *jj/mm/aaaa* N° :

\* **Emploi bénéficiant de l'exonération des cotisations sociales par décision du** : *jj/mm/aaaa* par :

**Employeur**

\* **jeune entreprise innovantes (JEI)**  \**article 44 sexies-0 A Code général des impôts.*

N°SIRET de l'établissement : *000000000 00000* Activité (NAF) : *00.00A*

Dénomination ou raison sociale :

Adresse :

Code postal : *00000* Commune :

Activité réglementée : *Intitulé* Formalité :  
auprès de : le : *jj/mm/aaaa* N° :

**IMPORTANT** : L'employeur signataire est informé qu'il doit s'acquitter de la taxe employeur (Art. L.311- 15 et D.331- 18-3 du CESEDA) après délivrance du titre du séjour au salarié selon les modalités décrites au verso de ce formulaire. L'administration pourra lui demander de justifier du respect de cette obligation.

Nom Prénom  
Qualité reconnais être informé du montant de la taxe employeur à acquitter,  
Fait à le *jj/mm/aaaa* Signature et cachet

**Éléments du contrat de travail**

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « salarié qualifié /entreprise innovante » « exercice d'une activité salariée »  
(Art. L.313-20 –1° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile –CESEDA-)

**ACQUITTEMENT DE LA TAXE EMPLOYEUR****Etablissement ou service de gestion de la taxe employeur**

Elle est due après délivrance du titre du séjour (Art. [L.311-15](#) et [D.331-18-2](#) du CESEDA). la taxe employeur est perçue par l'Office Français d'Immigration et d'Intégration (OFII) jusqu'au 31 décembre 2016.

Etablissement ou service : *Dénomination* Siret : *00000000000000*  
Contact : *NOM prénom* Fonction :  
téléphone : *00 00 00 00 00* Courriel :  
Adresse :  
Complément :  
Code postal : *00000* Commune :

**Ce formulaire doit être joint à la demande de visa ou de titre de séjour présentée par le ressortissant étranger avec les pièces ou documents justificatifs prévus par le titre II de l'arrêté du 28/10/2016)**

<http://www.legifrance.gouv.fr>

- Selon le statut de l'employeur, un extrait à jour Kbis, K ou carte d'artisan,
- Attestation de versement des cotisations et contributions sociales et, le cas, échéant, à la caisse de congés payés,
- Documents justifiant de la qualification du salarié pour occuper le poste sollicité (diplômes, curriculum vitae, certificats de travail),
- Le cas échéant, justification de la qualification d'entreprise innovante et de l'exonération des cotisations sociales pour l'emploi concerné,
- Le cas échéant, justification de l'exercice de l'activité soumise à des conditions réglementaires spécifiques,
- Le cas échéant, le mandat autorisant, une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.